

Revue Justice Climatique
Les Amis de la Terre - Belgique

ÉCOLOGIE ET CLASSES SOCIALES

Pour une écologie populaire



Luka Tomac / Friends of the Earth International



N°2 | Juin 2021



Les Amis de la Terre-Belgique est une association de citoyennes et citoyens qui agissent localement pour sensibiliser le public à un mode de vie respectueux de la Terre et de tous les êtres vivants. Nos actions sont principalement mises en place par des volontaires organisés en groupes locaux ou thématiques. Notre vision s'inscrit dans celle de notre réseau international (Friends of the Earth international) : un monde en paix et durable, fondé sur des communautés qui vivent en harmonie avec la nature. C'est le plus grand réseau environnemental au monde, actif dans pas moins de 73 pays.

SOMMAIRE

- Éditorial - Une écologie pour toutes et tous ? 3
- Une consommation alimentaire durable et inclusive ? 4
- L'écologie populaire des Gilets jaunes 7
- Vous avez dit "durable" ? Des transitions pour qui, comment ? 10

Une écologie pour toutes et tous ?

Souvent présentée comme neutre, l'écologie devrait selon ce principe forcer le consensus, s'imposer partout pour le bénéfice de toutes et tous. Mais ce présupposé, dont nous serions tenté·e·s de louer le bien-fondé, masque totalement les rapports de force qui traversent les pratiques et conceptions de l'écologie.

L'économiste Martinez-Alier distingue trois types de pensées environnementales : le culte de la nature-vierge, l'éco-efficiency et l'environnementalisme des pauvres (ou écologie populaire). Le premier se concentre sur la préservation des espaces naturels, cherchant à les soustraire à l'occupation humaine et ses activités de subsistance. La seconde, largement dominante depuis une trentaine d'années, cherche à concilier la croissance économique avec des impératifs de durabilité. La dernière dresse une critique radicale du modèle de croissance économique actuel et de ses dégâts environnementaux et humains. Elle formule des discours et pratiques écologistes qui allient la préservation de la planète avec un impératif de justice sociale. Cette forme écologiste émane surtout de mouvements citoyens et est souvent pensée à partir du vécu de personnes opprimées.

Cette catégorisation peut bien entendu être discutée. Néanmoins, elle montre que l'écologie peut être pensée depuis différentes positions sociales. Mais cette distinction nous permet aussi d'intégrer l'écologie aux conflits qui caractérisent l'organisation collective de chaque société humaine. L'écologie peut être pensée d'une manière à protéger, voire à valoriser le capital économique aux dépens de nombreux·euses individu·e·s, ou elle peut être considérée de manière plus globale, en se donnant pour vocation de détruire toutes les formes de domination, sur les humain·e·s comme sur leur environnement.

Dans ce second numéro de la revue Justice Climatique, nous chercherons à montrer que l'écologie ne doit pas se réaliser aux dépens des groupes sociaux précarisés et marginalisés. Le premier article est une contribution de Louise DE BRABANDÈRE (membre de l'Observatoire des Inégalités), qui présente et analyse une étude réalisée auprès de supermarchés d'alimentation durable à Bruxelles. Le second texte est consacré au mouvement des Gilets jaunes et engage une réflexion sur ses potentielles dimensions écologistes. Enfin, le dernier article est une contribution de Luc LEFÈBVRE (membre du mouvement Luttés, Solidarités, Travail). L'auteur y présente l'écologie telle que perçue par le mouvement pour lequel il milite, dont la vocation initiale est la lutte contre les inégalités sociales.



Une consommation alimentaire durable et inclusive ?

Les magasins dits “d’alimentation durable” fleurissent à Bruxelles. Les produits qu’ils proposent sont locaux, issus de circuits courts, artisanaux, on y favorise le vrac dans une démarche de réduction des déchets. Ces magasins existent sous différentes formes : certains choisissent celle de la coopérative, d’autres celle du commerce traditionnel.

Nous avons réalisé une enquête (1) dans un supermarché qui propose des produits locaux pour travailler en direct avec les producteur·rice·s. Le magasin se veut accessible en proposant de tels produits à un prix abordable.

Un sacré défi sur les épaules du durable : répondre aux enjeux environnementaux, tout en étant économiquement pérenne et socialement “équitable” et “solidaire”, c’est-à-dire tant permettre aux producteur·rice·s de bénéficier de revenus corrects que de rendre les produits vendus accessibles à toutes les couches sociales de la population (2). Notre enquête montre que, dans la réalité, toutes les dimensions de l’aspect social défendu par le durable ne sont pas rencontrées : les client·e·s proviennent d’un même univers social particulièrement aisé. Dans cet article, je pointe la tension qui existe entre les enjeux environnementaux, la garantie d’un revenu suffisant pour les producteur·rice·s et l’accessibilité des produits vendus à toutes les classes sociales. La controverse environnementale prenant une place de plus en plus importante dans l’opinion publique, cette tension va en s’intensifiant.

En outre, la présence très marquée de discours individualisant sur les problèmes écologiques (“il

suffirait que chacun·e fasse sa petite part pour sauver la planète”) contribue à masquer des enjeux de classe et d’inégalités plus structurelles.

*Une volonté d’inclusion sociale ...
quelle réalité quand on pousse la porte ?*

Un rapide sondage (3) auprès des client·e·s du supermarché permet de se faire une idée de la clientèle et de ses racines sociales. Si l’on se fie au type d’études et de profession de la clientèle, celle-ci est issue de la classe moyenne supérieure à capital culturel élevé. Tou·te·s les répondant·e·s ont fait des études universitaires, sauf une cliente. Alors que 34% de la population belge détient un diplôme du supérieur (4), un peu plus de 94% des client·e·s que l’on rencontre dans le magasin d’alimentation durable ont fait des études supérieures.

Quant aux professions rencontrées, elles sont dans la grande majorité hautement qualifiée. Nous avons croisé des juristes, une chargée de projet dans une association, un professeur universitaire... Essentiellement des cadres supérieurs ou des professions intellectuelles – les positions les plus hautes sur l’échiquier social –, aucun·e ouvrier·e qualifié·e ou peu qualifié·e.

Le terrain montre donc une autre réalité. Bien que le supermarché soit situé en plein coeur de

1- Cet article fait suite à un travail de terrain réalisé par Briec Lovibond, Diana Serôdio, Marie-Hélène Tissarchontou et Louise de Brabandère dans le cadre de leurs études de sociologie (janvier 2017).

2- La lutte contre la pauvreté étant une composante essentielle au développement durable, entendue comme la pauvreté des producteurs (équitable) et de la société (inclusion sociale).

3- Auprès d’une vingtaine de clients, l’objectif étant d’avoir un aperçu des données socio- démographiques de la clientèle. Une analyse quantitative approfondie serait nécessaire pour analyser plus finement cet aspect.

4- Les données pour la population belge sont issues des enquêtes de l’European Social Survey (ESS) de 2016 accessibles en ligne. Nous avons additionné les données des différentes catégories de diplôme ESS pour correspondre aux niveaux d’études retenus dans notre sondage.

Matonge (5), l'inclusion socio-culturelle espérée n'est pas rencontrée. Comment expliquer cette homogénéité sociale dans la clientèle ? Je propose ici plusieurs pistes qui montrent en quoi ce type de supermarché est taillé pour un certain type de personne, avec un certain style de vie. On peut donc supposer que ces supermarchés se ferment aux autres.

Le prix pardi !

Premièrement, on pense à la question matérielle du budget. On a fait nos courses dans un magasin d'alimentation durable, dans un supermarché conventionnel et dans un supermarché low cost (6). Pour cuisiner et déguster deux plats relativement classiques pour 4 personnes, on n'a pas payé la même chose.

Budget repas dans trois supermarchés, Bruxelles

	Alimentation durable	Conventionnel	Low cost
Spaghetti bolognaise	16,96€	8,73€	7,35€
Curry végétarien	9,41€	5,13€	4,18€

On pourrait se dire que ces produits ne sont pas comparables. Ceux proposés en magasin d'alimentation durable sont généralement issus d'agriculture biologique, les méthodes de production sont plus respectueuses de l'environnement, mais sont souvent financièrement plus coûteuses. En outre, les produits proviennent d'une économie « locale » et « solidaire ». Le prix des produits s'inscrit dans une revendication : la nécessité de soutenir les paysan-ne-s et les producteur-ric-e-s en payant un « prix juste ». Pourtant, il s'agit plutôt de savoir qui peut payer le "prix juste". Les ménages de classes sociales inférieures peineront à le payer, expliquant déjà sans doute leur faible fréquentation de ce type de magasin. Mais le fait que les magasins d'alimentation durable soient fréquentés majoritairement par les classes supérieures tient aussi à une frontière symbolique.

Les inégalités entre les classes sociales se traduisent aussi dans des styles de vie et des goûts différents. Et ces magasins sont justement porteurs d'une symbolique qui conforte les client-e-s dans une éthique propre aux classes moyennes-supérieures.

Faire ses courses, une "expérience humaine" et "authentique"

Le deuxième frein que l'on remarque est donc d'ordre symbolique, qui peut se décliner sous différents aspects. Les magasins d'alimentation durable portent par exemple un imaginaire d'"authenticité" ("les petits commerces typiques de quartier"), opposé à celui de l'impersonnalité des grandes surfaces. Ainsi, dans la bouche des client-e-s, le lieu est plus qu'un supermarché conventionnel. Il offre une autre "expérience de consommation" : une histoire est racontée, celle des producteur-ric-e-s qui sont mis-e-s à l'honneur. Les client-e-s retrouvent en faisant leurs courses la proximité qu'ils et elles recherchent : l'idée de renouer avec les producteur-ric-e-s comme avec la terre (des produits locaux), et avec le quartier (commerce du coin).

Un look épuré

Un autre aspect de la frontière symbolique réside dans le fait que les supermarchés d'alimentation durable partagent certains codes esthétiques répondant – on pourrait croire naturellement ! – aux goûts des client-e-s rencontré-e-s. Lorsque l'on rentre dans le supermarché, pas de publicité ni de fioritures. Plutôt des contenants bruts, les légumes et les fruits dans leurs bacs d'origine. Les affiches indiquent la provenance des produits et mettent un visage sur le ou la producteur-ric-e-s.

Ainsi, par analogie, certaines catégories de distributeurs de produits alimentaires appellent certaines catégories de consommateur-ric-e-s.

« Quand tu côtoies des magasins à dimension plus humaine, c'est un peu dur quand tu vas dans une grande surface, une usine, c'est un peu dur le passage de l'un à l'autre. Mais tu sais pas te permettre d'acheter tout dans des petits magasins. Donc ouais, j'y vais encore, mais dans mon éthique de vie c'est un peu le diable, j'essaie de pas trop y aller, c'est juste financièrement, si j'étais riche j'irais jamais là. »

Par opposition à l'esthétique pure et brute et ses matériaux "naturels", on trouve la publicité et les

5- Quartier à la fois marqué par l'histoire belge de colonisation du Congo et l'arrivée de population d'Afrique sub-saharienne ; et par sa localisation stratégique entre les institutions européennes et le quartier Saint-Boniface aux multiples restaurants et cafés "branchés".

6- Nous avons sélectionné, pour les supermarchés conventionnel et low cost les produits les moins chers et non biologiques.

paillettes des supermarchés classiques. Les témoignages recueillis auprès des client·e·s montrent que les pratiques alimentaires peuvent se mêler à la stratification sociale des goûts esthétiques, les classes moyennes supérieures se distinguant du “kitsch”, des “paillettes”, du “show” par leur goût pour l’“épuré”, le “brut”. Le look des magasins d’alimentation durable, par leurs choix pratiques, mais aussi esthétiques, répond aux goûts d’un certain milieu.

Être un·e “consom’acteur·rice” !

Un dernier aspect de la barrière symbolique est la dimension politique que revêt ce type de consommation. En rentrant dans le magasin, on remarque des affiches sur la dette publique ou le TTIP (en français : le partenariat transatlantique de commerce et d’investissement). Des causes que les client·e·s connaissent, même s’ils·elles ne se considèrent pas “militant·e·s”. Un client qui tend vers une consommation « zéro déchet » nous explique :

« Je trouve ça hyper politique d’avoir un mode de vie, quand tu consommes chez tel ou tel magasin c’est un choix politique en soi, c’est un modèle économique que tu finances. »

En faisant leurs courses, les client·e·s mettent en actes leurs convictions morales, écologiques et politiques. Faire le choix d’aller dans un magasin d’alimentation durable est plus qu’un choix pratique lié à sa proximité : certain·e·s client·e·s viennent de loin.

L’activité n’est plus anodine, faire ses courses c’est aussi exercer ses connaissances sur la saisonnalité, la provenance et la traçabilité des produits proposés.

Il faudrait donc se reconnaître dans la figure du “consom’acteur” ou de la “consom’actrice” pour y faire ses courses : un·e consommateur·rice actif·ve, acteur·rice de sa consommation responsable, raisonnable et raisonnée.

Conclusion : responsabilité individuelle ou collective ?

L’alimentation durable peut-elle être inclusive ? Nous avons souligné les frontières sous-tendues par ce type d’alimentation au pouvoir moral et symbolique fort. Les discours des client·e·s dessinent les contours d’un lieu fréquenté par un entre-soi (7). L’alimentation durable, même si elle semble vouloir prôner un modèle de société égalitaire, ne réduit pas magiquement les inégalités sociales. De ce point de vue, le constat est même terrible, puisqu’elle semble s’adresser principalement à une population favorisée.

On peut se demander si le combat pour une alimentation durable, s’il passe par le marché en mettant en avant la figure de « consom’acteur·rice », ne mène pas souvent au paradoxe d’en exclure les personnes les moins favorisées. Pour contourner ce paradoxe, ne détachons pas la question de l’alimentation du contexte inégalitaire social et structurel dans lequel vivent les individu·e·s. Pour favoriser une alimentation durable on pourrait imaginer replacer la focale non pas sur la responsabilité des individu·e·s (8) et leurs choix de consommation, mais sur la responsabilité de l’État dans sa gestion de la santé publique et de contrôle des mécanismes de marché dans la production et la distribution alimentaire : interdiction de pesticides, subsides à des produits alimentaires durables de base pour faire baisser les prix à la consommation, repas bio proposés gratuitement ou à faible prix dans les collectivités (écoles, maisons de retraite publiques, etc.) Pour que l’acte politique ne soit pas individuel, à travers la figure de “consom’acteur·rice”, mais collectif.

Par Louise de Brabandère, membre de
l’Observatoire des inégalités

Cet article a initialement été publié sur le site internet de
l’Observatoire des inégalités. À retrouver en intégralité ici :
<https://inegalites.be/Une-consommation-alimentaire>.

7- Cette tension entre mixité sociale et entre-soi se retrouve aussi dans les cafés « branchés », voir Dans les cafés « branchés » de Bruxelles : la mixité sociale sous contrôle.

8- Sur la responsabilisation des individus comme « lutte » contre les inégalités, voir *L’égalité des chances contre l’égalité*.

L'écologie populaire des Gilets jaunes

Depuis son émergence à la fin de l'année 2018, le mouvement des Gilets jaunes est très régulièrement considéré, des deux côtés de la frontière franco-belge et par bon nombre observateur-ric-e-s, comme un mouvement par essence anti-écologiste. La raison ? Ce mouvement social s'est construit sur la base d'une opposition à un projet de loi français de taxe carbone, supposé lutter contre le changement climatique en augmentant les taxes sur les carburants automobiles tirés des énergies fossiles.

Une assignation anti-écologiste malvenue

En faisant peser le prix de la transition écologique sur une partie des consommateur-ric-e-s, cette mesure qui pourrait sembler anodine a provoqué la colère d'une partie des classes populaires rurales, déjà précarisées en plus d'être dépendantes de la voiture. Le discrédit instantanément jeté sur ce mouvement - dont la posture d'opposition à une telle mesure a pu être jugée immorale compte-tenu de crise climatique actuelle - a révélé, s'il le fallait, la domination de la vision « éco-efficiente » de l'écologie. Celle qui cherche à tout prix à conserver son modèle économique de croissance en s'en prenant, non pas aux multinationales dont les produits sont désastreux pour le climat, mais aux consommateur-ric-e-s qui n'ont pas toujours d'autres choix que de consommer ceux-ci.

Quelles revendications écologistes ?

Pourtant, une étude menée début 2019 nous révèle que moins de 3 % seulement de Gilets jaunes n'avaient à ce moment pas conscience de l'importance des enjeux écologiques (1). Ce qui témoigne de l'absence de liens entre l'appartenance au mouvement et l'ignorance climatique. La présence de revendications écologistes en est la confirmation. Ainsi, s'agissant de la taxe carbone en question, les

critiques émises par des Gilets jaunes vont bien au-delà du simple désaccord face à la contrainte économique occasionnée. Parmi ces critiques, on trouve l'opposition : à une taxe qui ne découragera pas d'emprunter sa voiture, puisque beaucoup en font déjà l'économie lorsqu'ils-elles en ont la possibilité ; à une taxe dont le bénéfice ne servira pas l'écologie ; à une taxe qui occulte le fait que d'autres comportements, bien plus polluants (voyages en bateau ou en avion) mais aussi associés aux loisirs de personnes privilégiées, doivent être ciblés d'abord (2).

Sur les ronds-points et au sein des assemblées populaires, d'autres revendications écologistes sont également pensées, au-delà même de l'opposition à la taxe (suppression du CICE (3) pour investir l'argent économisé dans une industrie de la voiture à hydrogène ; mise en place d'un grand plan d'isolation des logements pour faire faire des économies aux ménages et décroître la consommation en énergie) (4).

Le mouvement a même donné naissance aux Gilets citoyens en France, qui ont obtenu la création de la Convention citoyenne pour le climat. Si le politique n'a finalement apporté que peu de crédit à son travail, elle est un exemple éloquent de la qualité potentielle d'une participation citoyenne en matière de lutte contre le changement climatique. Contrairement à ce que beaucoup pensent, le mouvement n'a

1- G. Faburel, M. Giard, M. Girault, E. Chuecos, « L'imaginaire écologique des Gilets jaunes : entre écologie populaire et écologie relationnelle », *Écologie & Politique*, n°62, 2021.

2- F. Flipo, « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? », *Écologie & Politique*, n°62, 2021.

3- Crédit d'Impôt pour la Compétitivité de l'Emploi, crédit d'impôt accordé en France à de nombreuses entreprises, sans imposer de contreparties, pour faciliter la création d'emplois. Sans surprise, très peu d'emplois ont été créés en comparaison des sommes astronomiques touchées par bon nombre de grandes entreprises.

4- G. Faburel et al., 2021.

donc pas fait l'impasse sur les enjeux écologiques du 21e siècle. Il est en revanche critique à l'égard de l'écologie institutionnelle et tente de combiner son écologie avec ses demandes de justice sociale.

L'écologie des femmes Gilets jaunes

Du côté des pratiques des personnes mobilisées au sein du mouvement, la dimension écologique est présente par bien des aspects. C'est ce que nous montrent par exemple les mobilisations de femmes Gilets jaunes. Très souvent en charge de la majorité des tâches domestiques, notamment la gestion du budget, les femmes des milieux populaires se sont fortement mobilisées parmi les Gilets jaunes. Elles ont été à l'origine de nombreuses initiatives en déployant des systèmes d'entraide basés sur le troc de vêtements ou de nourriture, sur la récolte et la distribution de produits invendus, ou encore sur le partage de fruits et légumes issus de potagers individuels.

Pour nombre d'entre elles, le mouvement a été l'occasion de consolider une conscience écologique, auparavant surtout induite par la difficulté de leurs conditions matérielles, qui imposaient de réaliser des économies sur tous les plans. Beaucoup ont ainsi fait part de leur volonté de modifier leur mode de vie, en consommant moins et mieux, en apportant plus de soin à soi, aux autres et à la terre. La conscience de leur (notre) dépendance à un système meurtrier sur les plans sociaux et écologiques, les a conduites à développer en pratique des systèmes de valeurs alternatifs, basés sur le soin (dans ses dimensions sociales, sanitaires et environnementales). Ainsi, elles ont pu « articuler leur révolte pour un pouvoir d'achat avec l'impératif écologique, comme voie à

un monde beaucoup plus attentif à l'environnement alors que celui-ci est dominé par l'économie » (5).

Rompre le rythme de la consommation pour renouer avec le temps

Globalement, l'horizon écologique des Gilets jaunes prend plusieurs formes. On peut penser au logement (préférer porter un pull plutôt qu'augmenter le chauffage ; réclamer des politiques de rénovations/isolations ambitieuses, etc.), ou à l'alimentation (cultiver son potager, et parfois en partager le produit ; privilégier les achats en vente directe ou avec peu d'intermédiaires plutôt que les courses en grande surface, etc.).

Mais l'occupation des ronds-points manifeste aussi la volonté de créer un autre rapport au temps. Le temps, au sein du système capitaliste, est réparti entre la production de valeur économique (le travail), et la consommation de produits à l'aide des revenus du travail. L'un alimente l'autre, et la boucle est bouclée. La vraie rupture consiste à briser cette dynamique en créant des temps d'émancipation. L'occupation des ronds-points est une manière de rompre ce rythme, de prendre le temps de vivre, de se rencontrer, d'échanger et d'apprendre. Le tri des déchets ou le fleurissement des ronds-points étaient d'ailleurs des pratiques courantes, qui traduisent le soin écologique apporté à ces lieux d'occupation. Certain·e·s occupant·e·s, comme à Estampes en région parisienne, ont même organisé des ateliers de permaculture (6).

Tout comme la manifestation, le rond-point est aussi un lieu où se former une conscience politique, intégrant l'impératif écologique. Lorsque cet impératif écologique est pris en compte, il

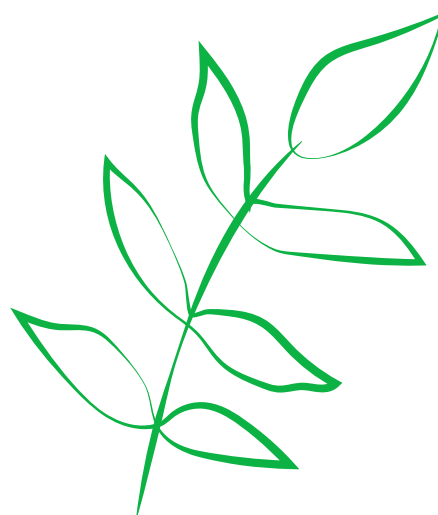
5- E. Gaillard, « Les femmes Gilets jaunes : un écologisme des pauvres ? », *Écologie & Politique*, n°62, 2021.

6- G. Faburel et al., 2021.

n'est toutefois pas considéré seul, mais avec un système de valeurs plus large, qui concrétise sur le plan écologique les deux dimensions centrales du mouvement : la participation et la justice. En somme, il est réclamé que l'écologie, comme tout autre sujet de société, soit pensée collectivement et profite de manière équitable pour toutes et tous.

Une écologie populaire ?

L'écologie populaire doit être comprise comme un ensemble vaste et complexe de pratiques et de visions du monde. Elle est très documentée dans les pays du sud (lorsqu'elle est pratiquée par des populations indigènes, des mouvements de paysans, etc.), ou encore aux États-Unis avec le mouvement pour la Justice Environnementale. Mais elle est beaucoup moins citée en Europe, alors même que de nombreuses dynamiques lui correspondent. Que l'on pense à l'occupation des ronds-points par les Gilets jaunes, au développement de jardins collectifs dans les quartiers populaires, à la création de coopératives de petits agriculteurs, les formes d'écologie non-centralisées sont multiples. Car l'écologie populaire peut finalement être entendue selon un rapport de forces, entre les centres et les périphéries. Face à l'écologie des centres, éco-efficientes pour la plupart, se tiennent des formes de pratiques écologiques alternatives. À partir des conditions d'existence précaires des pratiquant-e-s de ces écologies populaires mais aussi de leurs convictions. Se voyant trop souvent refuser toutes préoccupations écologistes, ils et elles se dressent pourtant pour construire un récit écologiste ancré dans leur vécu, et non dans les lois du marché.



Par Willy Couvert, stagiaire chez
Les Amis de la Terre - Belgique

Vous avez dit "durable"? Des transitions pour qui, comment? Une introduction à la vision du mouvement *Luttes, Solidarités, Travail*

On nous propose de partager quelques réflexions, dans cette revue portée par Les Amis de la Terre - Belgique, à propos des défis qui s'imposent à tou-te-s pour assurer la viabilité de la planète et de ce qui la compose et l'habite. Avant de développer des points précis d'analyse propres aux questions posées dans le cadre du mouvement LST (1) à propos des défis majeurs, environnementaux et sociaux, il est nécessaire de passer par une brève présentation des lieux, des engagements, des cadres sociétaux dans lesquels nos réflexions prennent naissance.

Notre contribution, par cet article, s'enracine dans des démarches collectives de rencontres, de réflexions et d'actions dans le cadre des luttes et des résistances à la misère de populations parmi les plus opprimées. Parler d'opprimé-e-s plutôt que de populations les plus pauvres nous semble plus approprié pour mettre en lumière les processus d'exploitation et de violence qui fabriquent cette insécurité d'existence permanente, imposée à tant de personnes et de familles. Il est vrai que dans nos sociétés profondément inégalitaires, "les pauvres", "les plus pauvres", témoignent de ces réalités permanentes en augmentation. Celles-ci sont intimement liées à l'autre face de la médaille, la production des richesses et leur très inégale répartition.

Comme nous le soutenons depuis la fin des années 70 et les premières années de notre mouvement LST (Luttes, Solidarités, Travail) : "être pauvre dans une société inégalitaire ce n'est pas en être exclus, mais y être profondément inclus". C'est être dans le plateau de la balance avec une position défavorable dans l'accès à l'emploi, au droit de vivre en famille, à l'habitat, aux outils d'enseignement, aux produits de première nécessité (énergie, alimentation, mobilité, culture, etc.). Parler à propos de la "pauvreté" permet de rappeler un état, une réalité de vie, et de

questionner l'intérêt de la cohésion sociale à certains moments.

Rejoindre les opprimé-e-s dans leur refus de l'exploitation qu'ils et elles vivent, fait apparaître la réalité sous un autre angle. Celui des processus, des mécanismes de fonctionnement de nos sociétés qui produisent un enfermement dans la misère pour certaines populations, avec les violences de toutes sortes qui accompagnent cet enfermement. Albert Harte (2) et certaines familles qui vivaient dans des caravanes et des baraquements sans eau ni électricité (3), nous rappellent cette conscience première des opprimé-e-s:

"pour des pareils à nous autres c'est toujours ainsi, on a les restes des autres, les terrains abandonnés, des anciennes carrières (...), nos enfants ne sont pas accueillis et attendus dans les écoles. Parfois au début il semble qu'on les accueille mais on a vite compris que c'est pour faire le nombre si on les a acceptés"

À cette époque il était encore possible de se débrouiller et survivre en faisant les mitrilles ou d'autres activités. Actuellement on ne peut plus. La récupération est de plus en plus organisée autrement. Et si on dépend d'allocations

1- Pour accéder au site internet du mouvement: mouvement-lst.org

2- Albert a milité avec LST de nombreuses années et il était membre du CA de LST -CFA (Condroz-Famenne-Ardenne. Particulièrement attentif aux habitants de campings et de domaines il est décédé à Heure.

3- Dans les années 70, près du village de Denée, de nombreuses familles étaient contraintes de vivre au sein d'habitats de fortunes, près d'une ancienne carrière devenue une véritable décharge. Emission RTBF, « A suivre », Des pareils à nous autres - Jc. DeFossé 1980.

sociales, chômage ou CPAS, ces activités de survie sont formellement interdites. Depuis plus de quarante ans maintenant, nous relevons le défi du droit d'association pour les populations parmi les plus opprimées. Il constitue pour nous un outil indispensable de citoyenneté et d'émancipation. Et pourtant, face à ce droit d'association qui semble élémentaire, en principe garanti à tou-te-s par la constitution, nous parlons d'un réel "défi".

Dans la misère, tout divise et de nombreuses institutions qui régulent nos sociétés contribuent à cette division, voire gèrent et organisent les inégalités à travers la répression de nombreuses pratiques de solidarité et de survie développées par les populations les plus pauvres (4). Par exemple, le statut de cohabitant-e fait que si on héberge un proche ou toute autre personne qui se trouve à la rue, sans logement, on sera sanctionné. Il faut déclarer ce changement qui produit une modification de statut et une forte baisse de revenu. Sans cette déclaration on risque d'être suspendu du droit et condamné pour fraude sociale. Dans d'autres situations il faut avoir une autorisation pour participer à des activités associatives ou pour assumer un mandat associatif tel qu'être membre d'un conseil d'administration d'une ASBL. De même, faire un potager avec ses voisins expose les allocataires sociaux au risque de l'exclusion du bénéfice des allocations. À côté de cela, ils seront peut-être activés par un CPAS dans une sorte de "travail forcé", rémunéré 1 ou 2 € /h en plus du RIS, pour les heures de travail prestées auprès d'un potager collectif organisé par une association. On peut encore ajouter à ces exemples la chasse à la mendicité, dont dépend pourtant la relative survie de nombreuses personnes (5).

Dans la mesure où nous avons planté le décor de nos luttes et de nos espérances, nous pourrions partager plus longuement avec vous, cher·e·s lecteur·rice·s, sur des transitions justes, sur "l'arme alimentaire" qui agit sur de nombreux allocataires sociaux ici et maintenant. Mais aussi sur l'utilisation des plus pauvres comme « moyens utiles » aux transitions, autant que sur l'utilité des pauvres à travers l'histoire comme acteur·rice·s dans des transitions identifiées à d'autres époques.

Acteurs et actrices de la récupération et du recyclage de tous les temps, aujourd'hui les plus pauvres sont chassés de ces activités par une économie circulaire - en principe bénéfique sur le plan écologique - colonisée par des concentrations industrielles qui maîtrisent de plus en plus l'ensemble du processus de manière verticale, de la collecte à la valorisation. Au mieux, certain·e·s de ces travailleur·se·s chassé·e·s des secteurs de l'économie "informelle" seront renvoyé·e·s vers des "emplois dérégulés", qui constituent des activités obligatoires pour justifier l'allocation sociale perçue du chômage ou du CPAS, et dont le montant se trouve ainsi majoré par les quelques euros par heure prestées dans le cadre de cette activation.

Utilisateur·ice·s des zones d'habitats refuges, les plus pauvres s'en trouveront aussi chassé·e·s demain par la "gentrification" (6), qui s'opère sur certains domaines et zones de loisirs dans lesquels les habitats légers "nouvelle génération" peuvent trouver à s'implanter. Avec des groupes de militant·e·s du mouvement LST, de 2017 à 2019, nous avons participé à la réalisation du rapport bisannuel sur la pauvreté, intitulé

4- Mouvement LST, « Regard des plus pauvres sur la répression et la « criminalisation » de la pauvreté », 2014.

5- Mouvement LST, « Namur veut réglementer la Mendicité ? », 2014

6- Le terme de gentrification désigne un processus de modifications importantes au sein de nombreux quartiers populaires du centre de grandes villes. Ces modifications se manifestent de différentes manières, par exemple par une augmentation du coût de la vie (des loyers, des produits dans les commerces, des sorties, etc.). Ainsi, les habitants de ces quartiers peuvent ne plus pouvoir supporter le coût de la vie, ou simplement perdre leurs repères dans leur quartier, et être progressivement poussés hors de ceux-ci, généralement vers d'autres quartiers plus accessibles financièrement, et plus en périphérie.

"Pauvreté et durabilité" (6), dans le cadre des concertations avec le Service fédéral de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. Dès les premières rencontres, les militant-e-s mettent en avant que :

"pour nous ce qui est durable, depuis toujours, c'est la misère, l'oppression permanente de notre existence, le mépris, la transparence qu'on nous impose, les contrôles sur toute notre vie et nos familles" (7).

En bref, tout ce qui contribue à mettre en forme une citoyenneté de seconde zone.

Depuis de nombreuses années, nos réalités de vie questionnent les défis et enjeux qui se posent à nos sociétés. Les défis climatiques mais aussi, de notre point de vue, les défis sociaux qui y sont intimement liés. Il y a une quinzaine d'années, nous étions parmi les fondateurs de la plateforme « Associations 21 » pour un développement durable, aux côtés d'autres organisations. De notre point de vue toujours, ce qui peut nous rassembler avec d'autres, c'est la lutte contre l'exploitation outrancière de l'humain et de l'environnement pour les profits de quelques-un-e-s au mépris de toutes les conséquences qui découlent de ces pratiques : crise climatique et destruction des écosystèmes (dans lesquels nos réalités humaines sont bien présentes). Bien que nous soyons membres actifs de cette plateforme fondée sur les ODD (8), nous questionnons largement et de manière critique les concepts de développement qui lient de manière erronée le progrès, ou même le "bien-être", avec la croissance et qui reposent depuis des siècles

sur la mise en concurrence dans des pratiques d'exploitation (9).

6- Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, « Durabilité et pauvreté », Rapport bisannuel 2018-2019

7- Mouvement LST, "Journée mondiale du refus de la misère"

8- Les Objectifs de Développement Durable, (aussi appelés objectifs du millénaire) promulgués par l'ONU pour la période 2000-2015.

9- Ces questionnements critiques sont portés sur base de notre charte fondatrice de 1981. Elle enracine notre mouvement dans les luttes et résistances portées par les populations les plus opprimées et les espérances qu'elles portent pour construire d'un monde qui tourne autrement...

Par Luc Lefèbre, membre du mouvement
Luttes, Solidarités, Travail (LST)

Les Amis de la Terre - Belgique asbl

Rue Nanon 98, 5000 Namur
081/39 06 39
contact@amisdelaterre.be
www.amisdelaterre.be

Ont participé à ce numéro

Willy Couvert
Coraline du Peloux
Mathilde Mottard
Louise de Brabandère (OBI)
Luc Lefèbre (LST)
Alix Gancille
Pauline Pied

Illustration de couverture

Luka Tomac

Avec le soutien de :



L'asbl Les Amis de la Terre-Belgique bénéficie du soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour sa mission d'éducation permanente.